

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie n° 2019-011 du 23 mai 2019 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Réponse du SIPPEREC

Question 1 Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

L'article L121-1 du Code de l'Energie impose au service public de l'électricité de concourir notamment aux principes suivants : la cohésion sociale, la lutte contre les exclusions, le développement équilibré du territoire¹.

Selon le SIPPEREC, la mise en œuvre de ces principes se traduit par un traitement égal entre deux usagers du réseau de distribution sollicitant ce dernier dans les mêmes conditions (puissance et énergie soutirée ou injectée), indépendamment de la situation géographique des usagers considérés au regard du réseau et des moyens de production mis en œuvre. Il s'agit, selon le Syndicat, de la traduction de la notion de « timbre-poste », dans le Code de l'Energie.

L'évolution des modes de production et notamment le développement de la production locale², pourrait interroger le principe du timbre-poste sur le réseau de distribution, mis en œuvre au niveau national depuis les années 60.

En cas de suppression du principe du timbre-poste ou de la tarification indépendante de la distance entre le lieu de production et le lieu de consommation, les usagers proches des centrales thermiques ou nucléaires mais aussi ceux proches de sites de productions EnR (éolien, photovoltaïque) bénéficieraient d'une facture réduite.

¹ Le 3° alinéa de l'article L121-1 du Code de l'Energie précise : « Il [le service public de l'électricité] concourt à la cohésion sociale, à la lutte contre les exclusions, au développement équilibré du territoire, dans le respect de l'environnement, à la recherche et au progrès technologique, ainsi qu'à la défense et à la sécurité publique »

² Qu'il s'agisse d'auto production ou pas.

Le développement de la production locale permettrait d'alléger la facture d'électricité. Une telle disposition constituerait un facteur facilitant l'acceptation lors de l'installation de sites de production EnR ou classiques.

Les collectivités locales seraient également mobilisées pour faciliter le développement de la production locale pour alléger la facture d'électricité de leurs administrés.

Or, il existe une forte disparité entre les territoires au regard de la capacité de production locale : les gisements éoliens ou photovoltaïques ne sont pas uniformes sur le territoire national. Les collectivités et les usagers vivant dans des zones peu propices au développement des EnR auraient peu de moyens d'action pour réduire leur facture énergétique.

De plus, la réglementation nationale encadre fortement tant d'un point de vue technique (ex : distance aux habitations) que d'un point de vue financier (tarif d'achat) le secteur. Les marges de manœuvre des territoires pour favoriser le développement de la production locale en sont d'autant réduites, indépendamment de leur potentiel.

A l'échelle de l'Île de France, les contraintes réglementaires, lors d'installation de production EnR, sont fortes du fait de la densité de la population et de la forte activité économique. La Région ne produit qu'un peu plus de 10% de sa consommation. Ainsi, les usagers franciliens supporteraient donc une facture d'électricité plus importante que les usagers de Rhône-Alpes qui bénéficieraient de la proximité du parc hydraulique. Les usagers de la Région PACA seraient également fortement pénalisés.

Le SIPPEREC considère que la remise en cause du principe de timbre-poste pour le réseau de distribution entraînerait des disparités territoriales fortes, remettant en cause les obligations de cohésion sociale et de développement équilibré du territoire qui s'imposent au service public de l'électricité.

Le SIPPEREC exclut toute remise en cause du timbre-poste pour le réseau de distribution et généralement toute remise en cause de la péréquation entre l'ensemble des usagers du réseau pour couvrir l'ensemble des dépenses engendrées pour son exploitation et son développement.

Il est également essentiel de garantir le principe posé aux articles L. 341-2 du code de l'énergie et 3 du décret n° 2001-365 du 26 avril 2001 selon lequel les coûts des gestionnaires de réseaux sont répartis ***de manière non discriminatoire entre les consommateurs et les producteurs.***

Le SIPPEREC est donc favorable aux principes retenus par la CRE pour la construction tarifaire : timbre-poste, péréquation, et non-discrimination.

Le SIPPEREC est également en phase avec le régulateur pour que la construction tarifaire allie les critères d'efficacité, de lisibilité, de faisabilité et d'acceptabilité.

La prise en compte dans les tarifs des nouveaux usages des réseaux doit se faire dans le strict respect de ces règles.

Le SIPPEREC s'interroge sur la prise en compte de ces principes sur l'ensemble de la construction tarifaire ou dans la réalisation des missions de service public confiées au GRD :

- *Pour ce qui concerne la péréquation tarifaire*, le catalogue des prestations du GRD conçu sur un principe de demandeur-payeur comprend un nombre conséquent de prestations, dont la couverture échappe pour tout

ou partie aux principes de solidarité entre les usagers.

- Pour ce qui concerne l'efficacité du signal, le SIPPEREC regrette que le GRD n'exerce pas son rôle de conseil auprès des porteurs de projet pour le dimensionnement de leurs installations électriques. La surévaluation de la demande de puissance de raccordement qui en résulte induit un surcoût lié au surdimensionnement des réseaux. En outre, le GRD invite ces mêmes porteurs de projet à prendre en compte des réserves de puissance pour l'installation ultérieure de bornes de recharge (cf. Guide SEQUELEC n°13) sans promouvoir ou tenir compte du pilotage de la recharge qui pourrait être mise en place (et qui rendrait cette réserve de puissance inutile).

Le SIPPEREC propose à ses villes adhérentes un service de contrôle à priori des propositions techniques et financières (PTF) qui leur sont adressées en vue de futurs raccordements au réseau : une quarantaine de villes ont sollicité ce service auprès du SIPPEREC qui le réalise depuis 2009. Dans le cadre de ses analyses, le Syndicat a noté une nette évolution de ce surdimensionnement qui progresse au-delà des 50% pour le premier semestre de l'année 2019 :

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (au 1er juillet)
Somme des puissances demandées (en KVA)	96 225	97 202	81 528	72 701	69 553	48 061	70 034	89 165	88 681	85 867
Somme des puissances NF C 14-100 (en kVA)	89 808	92 416	76 020	57 261	50 274	36 071	54 008	60 028	67 394	56 519
Ecart avec la norme	+ 7%	+ 5%	+ 7%	+ 27%	+ 38%	+ 33%	+ 30%	+ 49%	+ 32%	+ 52%

Question 2 Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

- Concernant la tarification au coût marginal :

La tarification au coût marginal conduit, comme l'indique la CRE, à la couverture des coûts par les usagers qui les génèrent.

Si cette approche est intellectuellement très satisfaisante, elle conduit également à « sanctionner » les usagers thermosensibles et plus particulièrement les usagers BT<36kVA au chauffage électrique.

Le SIPPEREC considère que faire supporter par chaque usager les coûts qu'il génère est contraire au principe même de péréquation.

Le respect du principe de péréquation consiste à assurer la couverture généralisée des coûts par l'ensemble des usagers, avec une répartition de ces coûts entre usagers non strictement calée sur le principe « chacun paye ce qu'il coûte ». A cet égard, l'article L341-4 autorise de « s'écarter pour un consommateur de la stricte couverture des coûts de réseau qu'il engendre ». Sans ces dispositions, le principe de péréquation ne pourrait être mis en œuvre.

Le traitement au sein de la tarification du TURPE de la thermo sensibilité avait été également abordé lors de la consultation organisée par la CRE en mars 2012, qui concernait la structure tarifaire de la période TURPE 4 et

par les consultations de septembre 2015 et juin 2016 sur la structure du TURPE 5.

La forte présence du chauffage électrique en France, conséquence d'un développement commercial mené par EDF jusqu'au début des années 2000, entraîne la forte thermo sensibilité de la France et induit des contraintes sur le réseau et les outils de production.

Cependant, le SIPPEREC considère que le signal tarifaire, bien qu'ayant une fonction incitatrice à l'égard des usagers afin de les amener à un usage rationnel de l'énergie, ne peut être conçu comme le strict reflet des coûts que chaque usager engendre. En effet, piéger des usagers en augmentant leur facture et en réduisant leur reste-à-vivre et donc, potentiellement, leur capacité à investir dans leur logement est, de l'avis du SIPPEREC, contre-productif.

Dans ce contexte le SIPPEREC considère, comme en 2012 et en 2015, que de telles évolutions ne peuvent être envisagées sans la réalisation d'une étude d'impact complète, détaillée et publique. Cela suppose de disposer préalablement au minimum des éléments suivants :

- Le degré de modulation tarifaire envisagé et une simulation des conséquences financière du découpage pour différentes catégories de clients types en fonction de la puissance souscrite, du mode de chauffage et du niveau de consommation ;
- Une cartographie du parc du chauffage électrique identifiant la part du chauffage électrique au niveau départemental ou régional, en identifiant tout particulièrement les consommateurs potentiellement les plus fragilisés par une hausse des prix ciblant l'usage du chauffage électrique ;
- Des études sectorielles permettant notamment de disposer de données relatives à :
 - la prévalence du chauffage électrique dans le « logement social de fait », particulièrement en Ile-de-France ;
 - la présence ou l'absence d'une corrélation entre chauffage électrique et précarité énergétique.

Pour régler ces questions, le SIPPEREC persiste à demander que se tienne un débat préalable et largement ouvert.

Dans l'attente de la tenue de ce débat et des résultats de l'étude d'impact décrite ci-dessus, le SIPPEREC partage l'avis de la CRE sur la nécessité de lisser les évolutions tarifaires et leurs impacts sur les factures des usagers.

S'ajoute à ces considérations déjà exposées par le SIPPEREC lors de précédente consultation que la tarification au coût marginal ne favorise pas le déploiement de nouveaux usages tels que la mobilité propre : le GRD imposant la prise en compte d'une réserve supplémentaire de puissance, les usagers disposant de bornes de recharge verraient leur composante TURPE augmenter même s'ils venaient à limiter leur impact sur la contribution à la pointe via un pilotage de la recharge.

- Concernant la tarification pour l'injection :

Le SIPPEREC est favorable à une tarification de l'injection qui tienne compte de l'apport plus global des injections sur le réseau, notamment en zone dense, qui peuvent venir soulager le réseau et différer voire effacer des investissements. A partir de ces évaluations, la valorisation de ces situations dans le cadre du TURPE pourra être étudiée.

Cependant, cette composante doit rester mesurée pour ne pas gêner le développement de la production EnR indispensable à l'évolution du mix énergétique de la France et décidée par le législateur.

Des couts d'accès au réseau trop élevés conduiraient à devoir soutenir davantage le développement d'installation EnR : in fine, les consommateurs régleront les coûts générés sur le réseau mais par le biais de taxes et non par la tarification du réseau, plus juste car péréquée.

- Concernant la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés pour tous les utilisateurs et notamment les usagers BT<36kVA :

Le SIPPEREC considère qu'il convient de traiter distinctement les usagers thermosensibles (chauffage électrique) d'une part et les usages plus récents (recharge de véhicules électriques) d'autre part.

Concernant les usagers BT<36kVA thermosensibles, le SIPPEREC partage avec la CRE le constat que ceux-ci ne peuvent du jour au lendemain adapter leurs usages. Une augmentation trop forte les laisserait de plus, comme indiqué plus haut, dans l'incapacité financière de s'adapter et la conséquence serait un accroissement de la précarité énergétique (ce qui n'est évidemment l'objectif de personne).

Si une ***prise en compte graduelle de l'impact de la thermosensibilité dans la tarification est à engager, le SIPPEREC considère que celle-ci doit s'appuyer sur un large débat ouvert permettant à tous de comprendre le sens des évolutions.*** Une mesure de l'ampleur des conséquences permettra de s'assurer que les politiques publiques d'aide à la rénovation thermique sont adaptées et efficaces pour aider ceux qui ne pourront pas seuls modifier leurs usages.

Ce débat permettra également de faire cesser l'installation de ces équipements énergivores.

Concernant les bornes de recharge, le SIPPEREC considère comme urgent d'adresser un signal tarifaire imposant le recours au pilotage de cet usage : un signal tarifaire spécifique et adapté, alors que cet usage initie son développement, est à même de garantir que la recharge des véhicules électriques ne génèrera que peu d'impact sur la pointe électrique. Ce signal tarifaire sera à dissocier du signal servant au lancement des ballons d'eau chaude afin de lisser la consommation électrique en période creuse et de ne pas créer un nouveau pic de consommation.

Question 3 Etes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Le SIPPEREC est favorable au maintien du découpage TURPE sur les différentes composantes exposées.

La forme binomiale du tarif, malgré une prévalence de la part fixe pour la tarification du réseau, permet de

prendre en considération également l'impact de la part énergie.

Question 4 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?

Concernant le réseau de distribution, en l'absence de retour d'expérience suffisant sur l'autoconsommation, le SIPPEREC partage l'avis de la CRE de ne pas modifier la composante gestion pour les autoproducteurs.

L'auto production est encore peu développée en France. S'il convient d'anticiper les évolutions qu'il conviendra d'apporter à la tarification pour répondre à ces nouveaux usages du réseau de distribution, des signaux tarifaires prématurés pourraient constituer un empêchement supplémentaire pour le développement de cette pratique.

Il convient de rappeler que, d'un point de vue technique, le producteur est toujours le premier consommateur et que, par conséquent, l'énergie qu'il produit est toujours, au moins en partie, consommée par lui-même.

Le SIPPEREC considère qu'une large concertation publique et transparente est indispensable pour traiter des conséquences potentielles du développement de l'autoproduction sur l'aménagement du territoire et l'équilibre entre les territoires. Le risque d'ilotage d'usagers et/ou de quartiers et de « dé-péréquation » du réseau électrique de distribution est à prendre en considération.

La consultation annoncée par la CRE est en mesure de répondre à cette attente du SIPPEREC sous réserve de nourrir la réflexion des contributeurs par un retour d'expérience étayé et indépendant de l'impact de l'autoproduction du le réseau.

Au-delà, le SIPPEREC considère que la valorisation de l'autoproduction dans le TURPE doit rester expérimentale, de façon à accompagner la réflexion des acteurs. Ces expérimentations doivent être menées en totale transparence concernant leur coût et les enseignements tirés afin de nourrir cette réflexion.

Question 5 Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?

Le projet de déploiement du compteur communicant Linky ayant été présenté comme neutre financièrement, l'investissement consenti de 5,7 milliards d'euros sur le TURPE doit logiquement être compensé par la baisse des composantes couvrant les coûts de gestion du GRD telles que la composante de comptage.

Au-delà de l'analyse de la CRE relative aux évolutions des coûts de comptage, le SIPPEREC attend une étude indépendante montrant l'équilibre entre le coût du déploiement du compteur LINKY d'une part et l'évolution de la composante comptage d'autre part.

Cette étude publiée en toute transparente est, de l'avis du SIPPEREC, une étape indispensable dans le

processus de déploiement de LINKY.

Question 6 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Le SIPPEREC partage l'avis de la CRE : la complexité de la grille tarifaire (et donc la précision du signal tarifaire) est à définir en tenant compte de la capacité des usagers à arbitrer lors du choix de leur tarification.

Pour les usagers <36kVA, ce sont les fournisseurs qui définissent le tarif de réseau appliqué aux sites de leurs clients. Si la grille tarifaire du TURPE est complexe et détaillée, ces fournisseurs pourront :

- Soit complexifier également leur offre de prix : mais cette option pourrait ne pas prospérer, faisant fuir des clients ne comprenant pas ce qui leur est proposé
- Soit conserver une offre de prix simplifiée : dans ce cas, le signal tarifaire précis ne sera pas perçu par l'utilisateur final.

Le SIPPEREC est fortement favorable au maintien de grille tarifaire simple et lisible.

Question 7 Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Bien que favorable à une généralisation de l'horosaisonnalisation de la grille tarifaire, le SIPPEREC rappelle que la période de généralisation doit aussi correspondre, pour les usagers disposant d'un chauffage électrique :

- à la mise en œuvre de travaux assurant une bonne isolation de leur logement
- à l'achat d'un dispositif de chauffage performant et pilotable ou au changement du mode de chauffage.

Si ces usagers ne mettent pas en œuvre ces travaux et ces achats, ils seront piégés par une facture énergétique galopante limitant leur moyen financier pour mener ces améliorations de leur logement.

Près de la moitié des foyers sont chauffés à l'électricité en France. Le marché du chauffage a certes connu une embellie en 2019, principalement liée à l'abandon du fuel.

La conversion de logements chauffés à l'électricité nécessite des travaux encore plus importants qu'un changement de brûleur ou l'installation d'une PAC.

Enfin, l'objectif de 500 000 logements rénovés par an, bien que fixé depuis de nombreuses années, n'est toujours pas atteint.

Le SIPPEREC renouvelle sa demande que soit menée une étude d'impact complète, détaillée et publique des évolutions que souhaite engager la CRE. Un véritable débat public doit pouvoir s'installer à minima afin de partager sur les conséquences des augmentations envisagées, qui vont viser prioritairement les usagers du chauffage électrique.

Question 8 Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Question 9 Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

En l'absence de toute étude d'impact, il est impossible d'apprécier l'adéquation du rythme envisagé par la CRE avec la capacité des usagers concernés à mener les travaux et les achats leur permettant d'adapter leur consommation au signal tarifaire.

Le SIPPEREC considère inadéquat d'engager, sans aucune visibilité sur l'impact ni débat public sur les conséquences, cette transformation de la grille tarifaire en prenant le risque de piéger les usagers du chauffage électrique, et en premier lieu ceux dont les moyens financiers sont les plus restreints.

Question 10 Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

L'absence d'installation du compteur évolué est la conséquence d'une impossibilité technique ou d'un refus.

Il apparaît normal que, pour les usagers ne disposant pas de LINKY indépendamment de leur volonté, la relève ne leur soit pas facturée.

Pour disposer d'une relève sur 4 plages temporelles, la reconstitution à partir d'une relève à un rythme adapté de leur système de comptage est l'unique solution.

Ces usagers n'ayant pas refusé l'installation de LINKY doivent pouvoir disposer des mêmes offres que les autres usagers, à charge au GRD de pallier financièrement aux impossibilités techniques.

En ce qui concerne les usagers ne disposant pas de compteur communicant suite à l'expression de leur refus, le SIPPEREC demande que soit conservé un dispositif adapté à leur comptage avec une facturation heures pleines / heures creuses ou en base. Refusant LINKY, ces usagers ne peuvent pas exiger disposer d'une facturation sur 4 plages temporelles.

Question 11 Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Le SIPPEREC est favorable à une simplification de la grille tarifaire et la suppression de l'option HTA à pointe mobile, cette offre tarifaire ne répondant pas à un besoin des usagers.

Question 12 Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Le SIPPEREC s'était montré assez dubitatif lors des réflexions autour de la mise en place d'option « semaine/week-end » ou encore « pointe mobile » pour les usagers BT<36kVA.

Au-delà des analyses de la CRE, qui tendent à montrer que ces options n'ont que peu ou pas d'utilité pour le réseau électrique, le SIPPEREC s'interroge sur la lisibilité de ces options et tout particulièrement la capacité des usagers à connaître (pour s'adapter) la période de pointe attachée à leur lieu de consommation.

Le SIPPEREC approuve l'avis de la CRE que l'introduction de ces options dans la grille tarifaire n'est pas justifiée.

Question 13 Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

La possibilité de souscrire des niveaux de puissance différenciés selon la page temporelle semble moins adapté pour les consommateurs BT < 36 kVA que pour les gros consommateurs.

En effet, il convient pour ces usagers BT<36kVA, de disposer d'une analyse assez fine de leur courbe de charge avec un recul suffisant pour en dégager des tendances fermes et faire le lien avec des habitudes de consommation.

Seuls les usagers BT<36kVA les plus avertis seront à même de s'engager sur des telles options.

Cependant, ce dispositif pourrait être testé sur un panel d'usagers du réseau, comprenant des usagers thermosensibles. Une phase de test avec un retour d'expérience partagé permettra d'apprécier de l'intérêt de cette option pour les usagers <36kVA.

Question 14 Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Cette question n'appelle pas de commentaire du SIPPEREC

Question 15 Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Cette question n'appelle pas de commentaire du SIPPEREC

Question 16 Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Le foisonnement des consommations entre les usages domestiques et la recharge des véhicules électriques ne semble pas représenter un réel sujet dans l'habitat collectif. En effet la puissance souscrite par les usagers est dimensionnée de manière à répondre à une pointe de consommation. Or le pilotage de la recharge dans l'habitat collectif n'impact pas cette pointe.

Le SIPPEREC propose, plutôt que la création du regroupement d'un point de connexion dédié à la recharge du VE et d'un point de connexion dédié au logement dans l'habitat collectif, de permettre la souscription d'un

unique contrat regroupant deux points de livraison lorsque le second point de livraison est une IRVE. Ainsi, la puissance de tarification retenue ne sera pas un foisonnement entre la puissance domestique et la puissance du point de recharge du véhicule électrique, mais bien la puissance de souscription maximale entre ces deux points de consommation.

En plus de faciliter le déploiement du véhicule électrique, le contrat unique regroupant deux comptages permettra d'inciter à installer des recharges lentes, la puissance de la borne de recharge n'ayant pas d'impact sur la part TURPE fixe de la tarification si cette puissance est inférieure à la puissance souscrite pour le logement.

En revanche, dans le cadre du regroupement sur un même comptage de plusieurs bornes de recharge elles-mêmes équipées de sous-compteurs (bornes situées dans un parking d'immeuble d'habitations collectives), il pourrait être étudié la possibilité d'un regroupement entre ces points de connexion dédiés à la recharge de véhicules électriques. Si la faisabilité technique du regroupement est plus aisée, il faudra cependant veiller à ce le dispositif n'aboutisse pas sur la création de réseaux privés.

Question 17 Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Le SIPPEREC ne peut que souscrire à cette proposition de la CRE qui permet de tenir compte des règles de base de l'électrotechnique pour limiter la hausse de tension lors d'injection.

Question 18 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Le SIPPEREC considère que la mise en place de la géo-différenciation pour la tarification de l'injection est contraire à la péréquation tarifaire et représente un frein au développement des énergies renouvelables dans certaines régions.

Question 19 Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Le SIPPEREC est favorable à une tarification de l'injection qui tient compte des coûts évités.

Le SIPPEREC rappelle que les « effets négatifs » de l'injection sont, pour une part au moins, déjà mis à la charge des producteurs lors du raccordement de leurs installations. En effet, lors du raccordement, le producteur supporte, pour la part non réfactée, le coût des travaux d'extension comme de renforcement ou de modernisation d'équipements du réseau (contrôle commande de postes sources par ex).

En outre, le SIPPEREC s'interroge sur le mode d'évaluation des coûts évités : ceux-ci ne sont pas nécessairement évalués au moment de la mise en service de l'installation de production. Ils se révèlent au cours du temps, avec des renforcements dont l'échéance est retardée. Il sera inévitablement très difficile d'identifier ce qui n'existe pas ou ne se manifestera qu'ultérieurement.

Enfin, d'une manière générale, le SIPPEREC rappelle que la péréquation est traduite notamment par une tarification au timbre-poste : les coûts générés comme évités sont donc à globaliser sur l'ensemble des producteurs et répartis selon le niveau de puissance et/ou le volume injecté. En aucun cas, dans le respect du principe de la tarification au timbre-poste, la tarification d'injection doit être différenciée selon le lieu de l'injection.

Le SIPPEREC est donc favorable à une tarification de l'injection qui tient compte des coûts évités, sous réserve que l'on parvienne à les évaluer, et conforme aux principes de péréquation (tarification au timbre-poste).

Question 20 Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Cette question n'appelle pas de commentaire du SIPPEREC

Question 21 Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés au domaine de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Le SIPPEREC n'est pas favorable à la proposition de la CRE quant à la prise en compte du coût des pertes :

- D'une part, l'approche définissant un tarif différencié par nœud est contraire au principe de la péréquation. En effet, suivant le lieu d'injection, la prise en compte du nœud du réseau HTB, la tarification deviendrait donc différenciée
- D'autre part, pour ce qui concerne le réseau de distribution, les pertes relèvent très largement de la responsabilité du distributeur :
 - o avec le déploiement de LINKY, bon nombre de points de livraison « oubliés » ont été équipés de compteur, ce qui réduira cette part des pertes dites non techniques
 - o les pertes techniques sont générées par des renforcements d'équipements du réseau non mis en œuvre. Le retard pris pour ces renforcements génère également pour les usagers du réseau des perturbations (tension basse ou intensité basse au niveau de leur point de raccordement avec des dysfonctionnements pour leurs équipements).

Permettre au GRD de facturer une partie des pertes aux producteurs (sans que soit véritablement démontré que celles-ci soient générées par ces usagers du réseau) n'incite pas le GRD à mener les travaux d'adaptation du réseau pourtant nécessaire pour garantir une qualité de desserte suffisante.

NB : le respect du décret qualité ne garantit nullement que tous les usagers disposent d'une qualité minimale d'une part. D'autre part, les critères retenus par le décret sont évalués au moyen des outils informatiques du GRD dont la fiabilité n'est pas totale, comme a pu le constater le SIPPEREC lors d'un contrôle récent sur les postes de distribution publique.

Question 22 Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?

Cette question n'appelle pas de commentaire du SIPPEREC